



ÉDITORIAL

PAR MARION
D'ALLARDNi miracle
ni mirage

Certes, comparaison n'est pas raison. Mais les chantres de l'austérité devraient tout de même jeter un œil par-delà les Pyrénées. En plein marasme économique européen, alors que les pays du nord – pour ceux qui échappent à la récession – s'installent durablement dans la stagnation, l'Espagne affiche un taux de croissance que d'aucuns jugent insolent, consolidé à 3,2 % sur l'année 2024 contre 1,2 % pour la France et alors que l'Allemagne a vu, sur la même période, son économie se contracter de 0,2 %.

Ni miracle ni mirage, la bonne santé de l'économie espagnole s'explique en premier lieu par les choix politiques opérés par la coalition de gauche au pouvoir, aux antipodes de la vieille marmite austéritaire dans laquelle l'exécutif français tambouille. Réévaluation massive du salaire minimum – passé de 736 euros mensuels en 2019 à près de 1 200 euros aujourd'hui –, baisse

L'Espagne a fait le choix de relancer la consommation et donc la production.

significative du nombre de contrats précaires négociée avec les syndicats de salariés et le patronat, proposition d'une réduction du temps de travail hebdomadaire sans perte de salaire, plafonnement des dépenses de défense à rebours de la marche militaire entonnée à l'unisson par ses voisins européens... L'Espagne a fait le choix de relancer la consommation des ménages, et donc la production, par une politique volontariste axée sur le travail, les salaires et un réinvestissement de l'État dans les services publics.

Si, pour une partie de la gauche, Madrid fait figure de modèle absolu, il serait pourtant illusoire d'imaginer calquer la feuille de route du gouvernement Sanchez pour en tirer, ici, des résultats similaires. D'autant que la croissance, en soi, est loin d'être le meilleur indicateur de la bonne santé économique et sociale d'un État. Mais en tournant résolument le dos à l'austérité généralisée, le gouvernement Sanchez a donné à l'Espagne les moyens de lendemains meilleurs. Et au reste de l'Europe une leçon de courage politique. ■

Le choix gagnant du refus de l'austérité

ÉCONOMIE Avec 2,6 % de croissance attendus cette année, Madrid se place en tête de la zone euro. La mise en place d'une politique basée sur l'emploi et la dépense publique explique en partie cette performance.

Madrid (Espagne), envoyé spécial.

En cette fin d'été, aux abords de l'hypercentre madrilène, deux choses attirent l'attention du promeneur curieux. La première saute aux yeux : le nombre impressionnant de touristes, venus du monde entier pour braver ici la chaleur du mois d'août. La seconde est plus subtile : le nombre d'écriteaux, panneaux ou affichages publics estampillés des logos « Financé par l'Union européenne » ou « Fonds Next Generation EU », présents à presque chaque coin de rue. Le tourisme (en hausse de 10 % en 2024, l'Espagne est devenue la 2^e destination mondiale) et les aides de l'UE (avec 55 milliards d'euros perçus depuis 2021, c'est le premier pays bénéficiaire depuis le lancement du plan « Facilité pour la reprise et la résilience ») sont sans doute deux facteurs qui peuvent expliquer la bonne santé économique de l'Espagne.

L'année dernière, le produit intérieur brut (PIB) du royaume ibérique avait déjà bondi de 3,2 %, soit une progression quatre fois supérieure à la moyenne de l'UE, tandis que son déficit public affichait sa quatrième année consécutive de baisse (2,8 % du PIB, soit 44,6 milliards d'euros). Avec 2,6 % de croissance attendus cette année, la presse économique va maintenant jusqu'à parler de « *miracle espagnol* », avec un pays – la quatrième économie de la zone euro – qui se distingue très clairement dans une Europe atone, et que même la guerre commerciale déclenchée par Donald Trump paraît ne pas affecter. L'Espagne fait ainsi figure de locomotive, représentant à elle seule 50 % de la croissance de la zone euro, et se place en tête de toutes les grandes économies voisines, loin devant l'Allemagne (0 % de croissance prévu cette année par la Commission européenne) et la France (0,6 %).

Au point de faire dire fin juillet à son chef du gouvernement, le premier ministre socialiste Pedro Sanchez, que le pays qu'il dirige depuis juin 2018 « *traverse l'une des périodes les plus prospères de son histoire démocratique* ». Le chef du gouvernement a vanté, lors de la présentation de son bilan annuel, « *des chiffres record* » en termes d'emploi (avec un chômage tombé à 10,3 %, son taux le plus bas depuis 2008), et un gouvernement de coalition (dirigé depuis novembre 2023 par un Parti socialiste – PSOE – secondé par l'alliance de partis Sumar), bien décidé à continuer « *d'élargir des droits* » pour « *la majorité sociale* » tout en renforçant « *l'État providence* ».

TRANSFORMATION DU MARCHÉ DU TRAVAIL

À n'en pas douter, les clés de la croissance espagnole sont multiples, et au tourisme ou aux fonds de l'UE viennent s'ajouter d'autres facteurs comme les bons chiffres du commerce extérieur (+ 1,1 % des exportations par rapport au trimestre précédent) et de l'investissement des entreprises (+ 2,1 %). Mais ce sont surtout la hausse de la consommation des ménages (+ 2,8 % annuels) et la commande publique (+ 18,4 % depuis l'avant-pandémie, 7 points de plus que la moyenne de l'UE) qui constituent les véritables leviers de la hausse du PIB.

Pour l'aile gauche du gouvernement, c'est très clairement la mise en place d'une politique de la demande, basée sur les moteurs que sont l'emploi et le travail, qui explique la croissance espagnole. Soit l'inverse du modèle néolibéral et austéritaire promu par Bruxelles. Au Congrès, le député d'Izquierda Unida (Gauche unie, groupe parlementaire Sumar) Francisco Sierra parle d'une croissance dopée « *par la transformation du marché du travail* » que son camp a impulsée. « *Le succès économique que connaît le gouvernement dirigé par les socialistes est en grande*



Chantier à Barcelone. Avec la réforme adoptée en février 2022, « 3 millions d'emplois CDI ont été créés », explique Jorge Uxo, professeur d'économie à l'université Complutense de Madrid.

JOAN VALLS/URBANANDSPORT/
NURPHOTO/AFP

partie dû à la politique de l'emploi – que nous pourrions qualifier de « keynésienne social-démocrate » – promue par notre groupe », assure-t-il. Chaque avancée en matière de droit du travail – en faveur des livreurs ubérisés, des auto-entrepreneurs ou du secteur très féminisé des services à la personne – « a coûté une lutte acharnée avec le PSOE », insiste-t-il en pointant du doigt l'hémicycle, situé dans le bâtiment jouxtant celui où il nous reçoit.

Leader du mouvement Sumar et conseiller économique de la ministre du Travail, Yolanda Diaz, à l'époque où celle-ci négociait la réforme du travail adoptée en février 2022 (1), Manuel Lago (lire notre entretien page 4) souligne pour sa part un véritable « changement de paradigme en matière de relations de travail ». Notamment à travers une politique de sécurisation de l'emploi – avec la généralisation des contrats à durée indéterminée (CDI) aux dépens de ceux à durée déterminée (CDD) – et un net virage en matière de politique salariale, avec un salaire minimum qui est passé de 736 euros par mois en 2019 à 1184 euros aujourd'hui, soit une augmentation de 61 %. Le début d'une refonte du système espagnol, « qui misait surtout sur une compétitivité basée sur des salaires bas et précaires », explique celui qui est aujourd'hui député (Sumar) au Congrès, et qui loue le « cercle vertueux » enclenché par la hausse du pouvoir d'achat. Un an après l'entrée en vigueur de cette réforme du marché du travail, la Banque d'Espagne estimait que la transformation des CDD en CDI avait déjà entraîné une hausse de la consommation des ménages concernés d'environ 20 %.

« Depuis le lancement de la nouvelle approche en matière de politique de l'emploi, 3 millions d'emplois (en CDI) ont été créés, tandis que le nombre de salariés (en CDD) a diminué de 1,5 million », explique Jorge Uxo, professeur d'économie à l'université Complutense. « L'augmentation

des salaires et la stabilité des emplois ont entraîné une hausse des revenus des travailleurs, en particulier ceux dont les ressources sont les plus faibles, ce qui a eu un impact notable sur la demande intérieure », ajoute celui qui est aussi vice-président du Conseil de la productivité espagnol, un organe autonome qui élabore des recommandations pour le gouvernement. Les dépenses publiques ont connu une croissance réelle de 40 % entre 2019 et 2024. Et c'est bien, selon cet économiste, l'abandon des politiques d'austérité budgétaire et salariale – « contre-productives et au coût social très élevé » – conduites après la crise financière de 2008 et leur remplacement par une politique budgétaire « expansionniste » couplée au « bouclier social » créé à la suite des crises du Covid (récession) puis de la guerre en Ukraine (inflation) qui ont aidé à remettre sur pied l'économie espagnole. « En parallèle, poursuit-il, les mesures de consolidation de l'État providence – avec, par exemple, une réforme des retraites qui prévoit une indexation automatique en cas d'inflation (+ 8,5 % en 2023, + 3,8 % en 2024, + 2,8 % cette année – NDLR) – ont elles aussi favorisé la hausse de la demande »... ainsi qu'une légère augmentation de l'épargne.

L'IMPACT POSITIF DE L'IMMIGRATION

De leur côté, les recettes fiscales battent des records, avec 134,8 milliards d'euros récoltés au cours du premier semestre 2025, soit une hausse de 10 % par rapport à la même période l'année dernière. À de nouveaux impôts surtout symboliques – la « taxe Google » sur les entreprises technologiques, la « taxe Tobin » sur certaines transactions financières – viennent s'ajouter d'autres contributions caractéristiques d'une politique fiscale de

Le salaire minimum est passé de 736 euros en 2019 à 1184 euros aujourd'hui.

gauche : hausse de l'impôt sur les revenus du capital (et non du travail) supérieurs à 200 000 euros par an, impôt sur les grandes fortunes (2 milliards de recettes par an), impôt sur les grandes entreprises énergétiques (retiré cette année par la droite au Congrès) et sur les institutions financières (qui devrait rapporter 1,4 milliard d'euros à l'État en 2025). Pas de quoi inquiéter les CaixaBank, BBVA ou autres Santander, géants du secteur financier espagnol, dont les bénéfices connaissent des hausses entre 9 % et 13 %. Les mesures du gouvernement Sanchez ne paraissent pas non plus effrayer l'Ibex 35, la Bourse de Madrid, qui connaît depuis le début de l'année la plus importante hausse de valorisation (près de 30 %) du continent.

Enfin, l'Espagne doit aussi une bonne part de sa croissance à l'immigration, tant par son impact démographique, nécessaire dans un pays à la population vieillissante, que sur le marché du travail, en très forte demande de main-d'œuvre. Celle-ci est également indispensable à l'équilibre du système de financement des retraites. D'où des besoins affichés dépassant les 250 000 migrants par an, qui impliquent des politiques de régularisation et d'octroi de visas de travail. Aux antipodes de la xénophobie qui se répand chez les voisins de l'Espagne, lesquels, au lieu de croire au « miracle espagnol », pourraient tout simplement se pencher plus sérieusement sur les politiques économiques et sociales conduites depuis sept ans par son gouvernement de gauche. ■

LUIS REYGADA

(1) À cette date, le gouvernement Sanchez II était constitué d'une coalition entre le PSOE et l'alliance de partis Unidas Podemos.



Le pouvoir d'achat a été relancé générant une hausse d'activité pour les entreprises. SERGI REBOREDO/ZUMA-REA

« Nous développons un keynésianisme de gauche du XXI^e siècle »

Pour le député **Manuel Lago**, le gouvernement espagnol prouve avec ses réformes que les politiques de progrès social peuvent à la fois favoriser les travailleurs et l'économie.

Comment expliquez-vous le dynamisme de l'économie espagnole ? Nous sommes face à ce que j'appelle un cercle vertueux, multifactoriel, mais principalement stimulé par les moteurs que sont l'emploi et le travail, c'est-à-dire à contre-courant du modèle classique libéral. L'élément clé de notre croissance est la demande intérieure.

Cette demande est stimulée par la consommation des ménages, l'investissement, les dépenses publiques... Effectivement, mais à cela s'est ajouté un changement de paradigme en matière de relations de travail. La crise financière de 2008 avait été suivie d'une décennie d'austérité pendant laquelle le modèle promu par l'Union européenne

consistait à dévaluer le facteur travail, pour « être compétitif ». L'arrivée de la gauche au pouvoir a entraîné une réorientation radicale.

Qu'entendez-vous par « changement de paradigme en matière de relations de travail » ?

Avec l'arrivée au pouvoir de partis à la gauche du Parti socialiste – d'abord avec la coalition Unidas Podemos (en janvier 2020) puis avec Sumar (depuis novembre 2023 avec l'actuel gouvernement Sanchez III – NDLR) –, les politiques de précarisation, d'emploi mal rémunéré et de réduction des droits ont été abandonnées au profit d'une nouvelle orientation reposant sur trois axes. D'abord, une intervention de l'État face à la crise provoquée par la pandémie de Covid, avec des mesures



MANUEL LAGO
Économiste,
député du groupe
parlementaire
plurinational Sumar

visant à protéger les emplois et le tissu productif. Auparavant, toute crise entraînait chez nous des licenciements massifs (3,5 millions d'emplois détruits après 2008). Ensuite, un changement en matière de politique salariale, avec un salaire minimum qui est passé de 736 euros par mois en 2019 à 1184 euros aujourd'hui, soit une augmentation de 61 %. Le troisième axe est la réforme du travail, approuvée en février 2022.

Il s'agit du décret-loi « pour la garantie de la stabilité de l'emploi et la transformation du marché du travail »...

Tout à fait. Il est le fruit d'un accord atteint par le gouvernement représenté par la ministre du Travail, Yolanda Diaz, après plusieurs mois de dialogue social avec les syndicats de travailleurs et patronaux. Ce

texte a modifié les relations de travail, notamment en privilégiant les contrats à durée indéterminée plutôt que ceux à durée déterminée. Depuis, le taux de CDD est passé de 30 % à 12 %.

Quelles sont les conséquences de la politique de sécurisation de l'emploi ?

Avoir de la stabilité change la vie de millions de personnes. Nous sommes passés d'un modèle néolibéral socialement très injuste à un modèle avec des emplois stables, mieux rémunérés et offrant davantage de droits. Cela favorise la consommation, et si l'on ajoute les augmentations des retraites (10 millions d'ayants droit) ainsi que des allocations perçues par les chômeurs (2 millions d'ayants droit), nous atteignons ce cercle vertueux dans lequel la population a plus de pouvoir d'achat et consomme davantage, principalement dans sa communauté, générant une demande et une activité accrues pour les entreprises locales, qui, à leur tour, embauchent...

Qu'en est-il du poids du secteur touristique dans le PIB et du rôle de l'immigration dans la croissance ?

Ce cercle vertueux a aussi enclenché un début de changement dans notre structure productive. Le relèvement des normes du travail élimine du marché les entreprises qui s'appuient sur la surexploitation des travailleurs, et renforce au contraire les entreprises les plus solides. S'il est vrai que le tourisme joue un rôle très important, ce ne sont plus la construction, le commerce et l'hôtellerie qui sont les secteurs où l'emploi augmente le plus, mais bien les activités productives qui génèrent le plus de valeur. Le chômage vient d'atteindre son taux le plus bas depuis 2008 (10,3 % – NDLR) ; les migrants qui viennent en Espagne trouvent du travail car il y a une croissance et des entreprises qui recherchent de la main-d'œuvre.

Les grandes entreprises se portent en effet très bien, et la Bourse de Madrid bat des records...

Je pense que c'est la grande leçon que donne l'Espagne, en mettant en œuvre ce que l'on pourrait appeler un « keynésianisme de gauche du XXI^e siècle ». Nous démontrons que les politiques de progrès social améliorent non seulement la vie d'une part importante de la population, mais ont aussi un impact positif sur l'ensemble de l'économie. Notre formule n'est pas parfaite, mais elle fonctionne. Nous sommes le gouvernement le plus progressiste d'Europe, avec un modèle dont la force et le succès résident dans l'unité de la gauche.

Quels sont les prochains chantiers de ce gouvernement ?

La réduction du temps de travail, pour passer de 40 à 37,5 heures hebdomadaires sans réduction salariale. Ce projet de loi a déjà été approuvé par le Conseil des ministres et doit maintenant être débattu au Congrès. Il s'agit d'une mesure qui profitera tant aux travailleurs qu'aux entreprises et qui met en jeu la justice sociale. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR LUIS REYGADA